



Département : **YVELINES**

Localité : **SAINT-GERMAIN EN LAYE**

Edifice : **CHATEAU DE SAINT-GERMAIN EN LAYE**

Propriétaire : **ÉTAT**

ACCESSIBILITÉ PMR DE LA CHAPELLE

CCAP

18 MARS 2014



REGIS MARTIN
Architecte en chef des Monuments Historiques
Le Breuil-Benoît
27810 Marcilly-sur-Eure

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. OBJET DU MARCHE, EMPLACEMENT DES TRAVAUX, DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	4
1.2. TRANCHES ET LOTS.....	4
1.3. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE.....	4
1.4. CONTROLE DES PRIX DE REVIENT	4
1.5. MAITRISE D'OEUVRE.....	5
1.6. CONTROLE TECHNIQUE.....	5
1.7. COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	5
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
2.1. PIECES PARTICULIERES.....	7
2.2. PIECES GENERALES.....	7
3. PRIX ET MODES D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	8
3.1. REPARTITION DES PAIEMENTS.....	8
3.2. TRANCHE CONDITIONNELLE	8
3.3. PRIX.....	8
3.4. VARIATION DANS LES PRIX	12
3.5. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS.....	13
3.6. DECOMPTES.....	13
4. DELAIS D'EXECUTION, PENALITES ET PRIMES.....	15
4.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	15
4.2. CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION.....	15
4.3. PENALITES	15
4.4. DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	17
5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	17
5.1. RETENUE DE GARANTIE.....	17
5.2. AVANCE.....	17
6. PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	18
6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	18
7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	18
7.1. PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	18
7.2. GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN ENTREPRENEUR	18
7.3. MESURES PARTICULIERES CONCERNANT L'HYGIENE ET LA SECURITE	18
8. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	19
8.1. ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES	19
8.2. RECEPTION	19
8.3. DELAI DE GARANTIE	19
8.4. ASSURANCES	19
8.5. AFFILIATION A UN ORGANISME D'APPRENTISSAGE.....	19
8.6. RESILIATION DU MARCHE	20
9. NANTISSEMENT	20
9.1. DISPOSITIONS GENERALES.....	20

10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	21
10.1. DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	21
10.2. DEROGATIONS AU C.C.T.G. (AUX DISPOSITIONS DES D.T.U.) PAR:	21

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ, EMPLACEMENT DES TRAVAUX, DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent les lots relatifs à l'opération suivante: **l'accessibilité PMR de la Chapelle du Château de Saint Germain en Laye, dans le département des Yvelines (78).**

Par dérogation à l'article 1 du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.), toutes stipulations du présent C.C.A.P. différentes du C.C.A.G, qui ne seraient pas dans la liste récapitulative de l'article 10.1, sont considérées dérogées au C.C.A.G et s'appliquent au présent marché.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie du lieu des travaux, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au représentant du pouvoir adjudicateur du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2. TRANCHES ET LOTS

1.2.1. DIVISION EN TRANCHES

Tranche Unique

1.2.2. DIVISION EN LOTS

Lot n°01 : Maçonnerie Pierre de taille (Lot traité à prix unitaires de bordereau)

Lot n°02 : Electricité (Lot traité à prix unitaires de bordereau)

Lot n°03 : Serrurerie-Miroiterie (Lot traité à prix unitaires de bordereau)

Lot n° 04 : Menuiserie (Lot traité à prix unitaires de bordereau)

1.3. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE

Sans objet.

1.4. CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

Sans objet.

1.5. MAITRISE D'OEUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par:

L'ARCHITECTE :

Mr Régis MARTIN

Architecte en chef des Monuments Historiques

Le Breuil Benoit

27 810 MARCILLY SUR EURE

Tél. : 02 37 43 00 30

Fax : 02 37 43 54 42

@ : regis.martin.acmh@wanadoo.fr

1.6. CONTROLE TECHNIQUE

En cas de contrôle technique et scientifique, seul un laboratoire agréé par le Ministère de La Culture et de la Communication serait habilité à effectuer les missions de contrôles.

1.7. COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

1.7.1. CATEGORIE

Le présent chantier est estimé **catégorie 3**, au sens de l'article R238-8 du code du travail.

1.7.2. COORDONNATEUR DE SECURITE

a) Nom(s) et coordonnées.

Phase Conception

Le maître d'ouvrage a désigné un coordonnateur de sécurité . Ses coordonnées sont les suivantes :

.....
.....

.....
.....
Téléphone :
Télécopie :

Phase réalisation

Le maître d'ouvrage a désigné un coordonnateur de sécurité. Ses coordonnées sont les suivantes :

.....
.....
.....
.....
Téléphone :
Télécopie :

b) Rôle et mission du coordonnateur

Il intervient aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises, cotraitants, sous-traitants et travailleurs indépendants. Il prévoit dans cet objectif l'utilisation des moyens communs (infrastructures, logistique, protections collectives) qu'il mentionne dans le P.G.C. avec leur répartition entre les différents intervenants

c) Autorité

Le coordonnateur a délégation du maître d'ouvrage pour l'autorité en matière de sécurité et de santé.

1.7.3. OBLIGATION DES ENTREPRISES

Clauses générales

Les entreprises devront respecter les obligations de sécurité prévues dans le P.G.C. et dans leur P.P.S.P.S., faire respecter les obligations de sécurité aux sous-traitants et faciliter l'intervention du coordonnateur.

Clauses particulières

Les entreprises devront désigner un interlocuteur habilité à viser le registre journal du coordonnateur de sécurité.

Les entreprises devront rédiger et transmettre au coordonnateur les documents ayant trait à la sécurité notamment :

- . les plans d'installation de chantier
- . les interférences des grues
- . les notices concernant les éléments de protection individuels et collectifs

Les entreprises sont en outre soumises à :

- . l'obligation de prévenir les sous-traitants de l'obligation de rédaction et de transmission du P.P.S.P.S.
- . l'obligation de se conformer aux modalités d'harmonisation du P.P.S.P.S. par le coordonnateur avant le début des travaux.
- . l'obligation d'accompagner le coordonnateur de sécurité sur le site lors de l'inscription commune préalable à la rédaction du P.P.S.P.S.
- . la prise en compte du projet de règlement du C.I.S.S.C.T. (chantier niveau I).
- . l'obligation de viser le registre journal de la coordination.
- . l'obligation de respecter les modalités de gestion des phases provisoires vis à vis de la sécurité des travailleurs et notamment :
 - . la vérification de la grue.
 - . la vérification des installations électriques.

- . la stabilité des échafaudages.
- . la stabilité des étalements.
- . la stabilité des éléments de structure en phase provisoire.
- . la stabilité des dispositifs constructifs de reprise en sous-œuvre.

Par un autocontrôle au minimum.

- . la préparation des documents nécessaires à l'élaboration du D.I.U. et notamment :
 - les notices d'interventions ultérieures.
 - les fiches de sécurité pour les dispositifs prévus.
- . sanction : en cas de manquement de la part de l'entreprise vis à vis de ses obligations en matière de sécurité et de santé des travailleurs, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'alerter les autorités administratives de contrôle.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1. PIECES PARTICULIERES

- 1 - L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes,
- 2 - Le présent C.C.A.P. et ses éventuelles annexes,
- 3 – Le P.G.C. du coordonnateur SPS
- 4 - Les C.C.T.P. des lots suivants :
 - Lot n°01 - Maçonnerie Pierre de Taille
 - Lot n°02 - Electricité
 - Lot n°03 - Serrurerie-Miroiterie
 - Lot n° 04 - Lot Menuiserie

Ainsi que le cahier des “prescriptions communes à tous les lots”
- 5 - Le D.I.U. établi par le coordonnateur SPS en phase conception.
- 6 - Les plans contractuels établis par l'Architecte en Chef.
- 7 - Le bordereau de prix unitaires, devis quantitatifs estimatifs des lots suivants dont seuls les prix unitaires des articles sont contractuels:
 - Lot n° 01 - Maçonnerie Pierre de Taille
 - Lot n° 02 - Electricité
 - Lot n°03 - Serrurerie-Miroiterie
 - Lot n° 04 - Lot Menuiserie
- 8 - Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux.

2.2. PIECES GENERALES

- 1 - Les fascicules techniques et modes de métré établis par le Ministère de la Culture et de la Communication, Direction du Patrimoine, relatif:
 - . aux ouvrages de maçonnerie (juin 2006)
 - . aux ouvrages de pierre de taille (février 2003)
 - . aux ouvrages de couverture (mai 1998)
- 2 - Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat.
- 3 - Les Cahiers de Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S./D.T.U.). tels qu'ils sont énumérés à l'annexe n° 1 de la circulaire du Ministère de l'économie et des

finances compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe n° 2 de la dite circulaire.

4 - Les recommandations du service prévention de la C.N.A.M.

5 - Le Cahier de Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (C.C.A.G) approuvé par Arrêté du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

3. PRIX ET MODES D'EVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique éventuellement, ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, à l'entrepreneur mandataire, aux contractants et leurs sous-traitants.

3.2. TRANCHE CONDITIONNELLE

Les tranches conditionnelles seront notifiées au titulaire du marché par ordre de service.
En cas de suppression d'une tranche conditionnelle ou d'interruption entre deux tranches successives, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité de quelque nature que ce soit.
Les prix seront révisés ou actualisés conformément aux stipulations de l'article 3.4 du présent C.C.A.P.

3.3. PRIX

3.3.1. CONTENU DES PRIX

Les prix de chaque marché sont exprimés hors T.V.A. et toutes taxes comprises et sont établis :

- en tenant compte des sujétions qui sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages des autres corps d'état.
- en tenant compte des frais spéciaux cités dans le présent document.
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes:

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Vent	60 km/h entre 6 et 18heures
Pluie	> à 6mm pendant 4heures entre 6 et 18heures
Température (gel)	< à 0° à 9heures du matin
Température (canicule)	+ 35 ° Celsius pendant 8 jours consécutifs

Suivant station météorologique : Versailles

L'entrepreneur devra, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation du prix souscrit, se conformer aux instructions qui lui seront données par l'architecte maître d'œuvre en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers, l'emplacement et le dépôt du matériel et des matériaux.

L'entrepreneur supportera, sans indemnité ni augmentation du prix souscrit, les interruptions de travail nécessitées par les besoins du fonctionnement ou d'exploitation de l'édifice dans lequel s'effectuent ses travaux et prendra à sa charge toutes les mesures qui lui seront indiquées pour ne pas gêner les services.

Il est interdit au personnel de l'entreprise d'entrer en communication avec le personnel ou les occupants de l'édifice.

Seuls, devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer, circuler ou d'utiliser les installations sanitaires, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l'établissement. L'entrepreneur devra veiller à ce que les échafaudages ne constituent pas un accès facile à l'édifice.

L'entrepreneur est tenu de reconnaître les lieux dans lesquels s'exécuteront ses travaux: aucune indemnité ne sera accordée du fait des sujétions rencontrées en cours d'exécution.

Chaque entrepreneur devra tenir compte des dépenses communes de chantier telles qu'elles sont précisées à l'article 3.3.5.

Par le seul fait de soumissionner l'entrepreneur reconnaît:

- . qu'il a pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché.
- . qu'il s'est rendu sur place et a apprécié toutes les sujétions normalement prévisibles.
- . qu'il tient compte des pertes, avaries et dommages dans les conditions de l'article 18 du C.C.A.G.
- . qu'il tient compte des soins particuliers, difficultés de main d'œuvre ou d'emploi des matériaux découlant de la nature particulière des travaux de restauration des Monuments Historiques et notamment:
 - . l'harmonisation des parties restaurées avec les parties anciennes.
 - . l'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser.
 - . l'obligation d'emploi des matériaux de choix.
 - . les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de l'édifice.
 - . les sujétions liées à l'exploitation de l'édifice durant les travaux.
 - . le respect des règlements de police et de sécurité pour assurer la sécurité des personnes et des biens notamment à ce que les échafaudages, matériels, étaielements et agrès ne permettent pas l'accès de l'édifice aux personnes étrangères à l'entreprise en dehors des heures de travail.
 - . les frais d'installation et d'utilisation d'engins de levage ou transport (tel que treuils, chèvre, palans, etc...), permettant le transport et le montage des matériaux aux localisations de mise en oeuvre, sauf spécifications particulières figurant au C.C.T.P. et pour lesquelles il est prévu une description précise des installations à réaliser. Il est précisé au C.C.T.P. si ces installations font l'objet d'un prix particulier ou si les frais sont à inclure dans les prix de l'entreprise.
 - . les frais d'assurance mentionnés au présent C.C.A.P.
 - . les frais d'établissement, d'après les pièces contractuelles, des documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tel que plans d'exécution, notes de calcul, étude de détail, dans les conditions définies à l'article 29.1 du C.C.A.G. , sauf spécifications particulières figurant au C.C.T.P. et pour lesquelles il est prévu une description précise des documents ou études à réaliser. Il est précisé au C.C.T.P. si ces documents ou études font l'objet d'un prix particulier ou si les frais sont à inclure dans les prix de l'entreprise.
 - . ces documents sont soumis à l'approbation du Maître d'œuvre avant tout début d'exécution.
 - . les frais d'établissement des attachements écrits et figurés dans les conditions définies au présent C.C.A.P.
 - . les frais d'établissement des documents fournis après exécution par les titulaires du ou des lots mentionnés au présent C.C.A.P.

3.3.2. REGLEMENT DES TRAVAUX

Travaux à prix unitaires de bordereau :

- les ouvrages ou prestations faisant l'objet des marchés seront réglés par l'application des prix unitaires portés dans le bordereau de prix unitaires du marché correspondant.

Travaux à forfait :

- les ouvrages ou prestations faisant l'objet des marchés seront réglés par application du prix global et forfaitaire porté sur l'acte d'engagement.

Poursuite de l'exécution des prestations prévues au marché :

- lorsque le montant des prestations atteint le montant prévu au marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à une décision de poursuivre prise par le représentant du pouvoir adjudicateur.

3.3.3. REGLEMENT DES PRIX DES OUVRAGES OU DES TRAVAUX NON PREVUS:

Le présent article concerne les ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service et pour lesquels le marché ne prévoit pas de prix.

Les travaux en supplément et ceux en déduction qui seraient la conséquence de modifications que l'administration se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés dans les conditions suivantes :

a) Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Sauf indication contraire, ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix et subiront les conditions de variation applicables au marché. S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unités contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Dans le cadre de la disposition précédente :

- Les fournitures spéciales seront réglées suivant les prix des factures justificatives, remises éventuelles déduites, majorés de 33%; cette majoration tient compte des frais de livraison sur le chantier.

- Les travaux en dépenses contrôlées ne seront acceptés qu'à titre tout à fait exceptionnel, suivant attachements reconnus et signés par l'architecte maître d'œuvre.

- Toute modification de la masse financière ou de la solution technique doit être précédée d'un ordre de service délivré par le Maître d'œuvre et contresigné par le Maître d'ouvrage.

b) L'ordre de service mentionné dans le présent article (voir ci-dessus), ou un autre ordre de service intervenant au plus tard quinze jours après, notifie à l'entrepreneur des prix provisoires pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs.

Ces prix provisoires sont arrêtés par l'économiste après consultation de l'entrepreneur. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements prescrits ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Les prix provisoires sont des prix d'attente qui n'impliquent ni l'acceptation du Maître de l'ouvrage ni celle de l'entrepreneur; ils sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

c) L'entrepreneur est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai d'un mois suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'économiste en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

- d) Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et l'entrepreneur sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet, s'ils ne sont pas incorporés dans un avenant, d'un état supplémentaire de prix forfaitaires ou d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires, signé des deux parties.

3.3.4. CONSTATATIONS DES QUANTITES D'OUVRAGES EXECUTES

La production d'attachements figurés et de dossiers photographiques est obligatoire pour tous les travaux, même lorsque les travaux sont traités à prix global et forfaitaire.

Les dossiers photographiques rendront compte de l'état avant et après restauration des ouvrages.

Les constats photographiques sont exigés pour tous les échafaudages.

En vertu de l'article 40 du C.C.A.G., ces attachements et plans seront remis au fur et à mesure des travaux et annexés aux mémoires définitifs partiels auxquels ils se rapportent.

Les attachements figurés doivent impérativement comporter les indications suivantes:

Pour l'ensemble des lots.

- positionnement du lieu des travaux sur un plan à l'échelle 5 mm par mètre minimum,
- plans et coupes à l'échelle de 1 cm ou 2 cm par mètre suivant la complexité des ouvrages,
- cotes de construction, cotes d'altitude et points de référence indiqués sur plans et coupes,
- cotes de taille sur coupes et élévations,
- profils à 5 cm par mètre ou plus pour les moulures
- repérage des parties existantes, des parties neuves et des parties remaniées.
- repérage des parties nettoyées avec indication des zones altérées, polychromes ou pourvues de toutes autre protections.

3.3.5. REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Dépenses d'investissement et d'entretien

La description des installations de chantier est donnée aux C.C.T.P. et suivant le plan d'implantation.

Nettoyage du chantier

L'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

L'enlèvement des déblais et leur transport jusqu'aux filières d'élimination sont régis par les C.C.T.P.

L'entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

3.4. VARIATION DANS LES PRIX

3.4.1. REVISION DES PRIX

En application de l'article 10.4 du C.C.A.G. et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, les prix seront révisés suivant la formule ci-après.

Le coefficient de révision "P" est donné par la formule:

$$P = P^{\circ} \times (0,15 + 0,85 \text{ BT/BT}^{\circ})$$

dans laquelle:

P = Prix révisé

P° = Prix initial valeur mois zéro (hors T.V.A.)

0,15 = Partie fixe obligatoire

0,85 = Partie révisable

BT et BT° = Valeurs prises par l'index bâtiment de référence BT

3.4.2. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis au mois "Mo" de référence indiqué dans l'acte d'engagement.

3.4.3. CHOIX DES INDEX DE REFERENCE

Les index bâtiment à retenir sont ceux dénommés Nationaux et définis comme suit pour les lots suivants:

Lot n°01 : Maçonnerie Pierre de taille

BT14

Lot n°02 : Electricité

BT42

Lot n°03 : Serrurerie-Miroiterie

BT38 et BT45

Lot n°04 : Menuiserie

BT18a et BT20a

3.5. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

3.5.1. DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ

En même temps que sa demande de sous-traitance visée à l'article 3.6.1 du C.C.A.G., l'entrepreneur qui envisage de recourir à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, remet au représentant du pouvoir adjudicateur :

- soit la copie conforme de son marché qui lui a été délivrée afin que le maître de l'ouvrage en modifie la formule d'exemplaire unique.
- soit une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement établi et, s'il y a lieu, les variations ultérieures de ce montant.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

L'avenant ou l'acte spécial indique:

- la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance,
- les modalités de calcul et de versement des avances et des acomptes,
- le mois (ou la date d'établissement du prix),
- les modalités de révision des prix,
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 108 du Code des Marchés Publics,
- le comptable assignataire des paiements,
- si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

3.5.2. MODALITES DE PAIEMENT DIRECT

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

3.6. DECOMPTES

3.6.1. REMISE DES PROJETS DE DECOMPTES A L'ECONOMISTE

Les comptes seront réglés mensuellement suivant les dispositions ci-après:

a) Décompte mensuel

- Par dérogation à l'article 13.1.1, l'entrepreneur devra remettre avant le vingt (20) de chaque mois, à l'économiste, un projet de décompte mensuel se rapportant aux travaux exécutés au cours du mois précédent.
- cette date constitue le terme périodique au sens de l'article 91 du Code des Marchés Publics, relatif au délai de paiement.
- ces décomptes seront établis et remis en trois (3) exemplaires à l'économiste accompagnés d'une enveloppe timbrée
- ces décomptes seront accompagnés du résumé général des travaux exécutés, établi conformément aux dispositions des pièces du marché.

- ces décomptes comporteront les indications suivantes:
 - . la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et le Maître de l'ouvrage) et le cas échéant, celle des sous-traitants payés directement (nom, prénom s'il s'agit d'une personne physique ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale).
 - . les références du marché et éventuellement, de chacun des avenants et des actes spéciaux.
 - . l'objet succinct du marché.
 - . la période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.

b) Décompte final

- à l'issue des travaux réalisés par l'entreprise, cette dernière devra fournir un projet de décompte final faisant apparaître le cumul des décomptes perçus et le cumul des décomptes des travaux réalisés ajoutés de l'actualisation ou de la révision si ces clauses sont prévues au marché. La différence des décomptes faisant apparaître le solde (nul, positif ou négatif) de l'opération.
Le décompte final sera établi et remis en trois (3) exemplaires à l'économiste accompagné des attachements écrits et figurés définis à l'article 3.3.4. du présent CCAP.

3.6.2. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

En vertu de l'article 98 du code des marchés publics, le délai global de paiement pour l'Etat et ses établissements publics, ainsi que les collectivités territoriales et les établissements publics locaux est de trente (30) jours au plus tard après la date à laquelle le projet de décompte est remis par l'entrepreneur à l'économiste.

Le paiement du solde doit intervenir dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification du décompte final à l'entreprise par le maître de l'ouvrage.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de deux points

3.6.3. DECOMPTES MENSUELS DES APPROVISIONNEMENTS SUR LE CHANTIER

Par dérogation à l'article 11.3, il ne sera payé aucun acompte pour approvisionnement de matériaux ou de matériel.

4. DELAIS D'EXECUTION, PENALITES ET PRIMES

4.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai global d'exécution de l'ensemble des lots constituant la présente opération est fixé à l'acte d'engagement.

La date de départ du délai global d'exécution sera fixée par ordre de service.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots s'inscrit dans le délai global conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au présent marché.

4.2. CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'entrepreneur après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution visé à l'article 4.1 ci dessus.

Ce calendrier indique pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- Les délais d'études, d'approvisionnements, de fabrication en atelier ou en usine.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le Maître d'Oeuvre à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur 10 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée à l'article 7.1 ci-après et notifiée par ordre de service à tous les entrepreneurs.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le Maître d'Oeuvre peut modifier le calendrier d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixés à l'acte d'engagement.

4.3. PENALITES

4.3.1. PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION

Les stipulations de l'article 20 du CCAG sont applicables sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable, une simple constatation par le maître d'œuvre étant suffisante.

En cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité journalière de 300 Euros HT.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 46.1 du C.C.A.G.

Les dispositions des deux alinéas qui précèdent sont applicables aux pénalités éventuellement prévues par le C.C.A.P. pour le cas de retard dans la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensembles de prestations faisant l'objet de délais particuliers ou de dates limites fixés dans le marché.

4.3.2. PENALITES POUR RETARD DANS LA PRODUCTION DES DOCUMENTS

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable et sur simple constatation.

Il est appliqué une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit :

- . pour les décomptes mensuels, 1/2 000 de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent;
- . pour le décompte final, 1/10 000 du montant de ce décompte

Ces pénalités sont calculées depuis la date limite de remise du projet de décompte fixée par le présent CCAP jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu.

En cas d'absence d'attachements écrits et figurés et d'avant-métrés détaillés après une mise en demeure rappelant à l'entrepreneur ses obligations, une pénalité de 5% sera appliquée sur le montant hors taxes des travaux du lot considéré.

4.3.3. AUTRES PENALITES

Toutes les pénalités détaillées ci-après seront constatées à partir d'un ordre de service.

a) Pénalités liées aux réunions

Une pénalité égale à 100 Euros HT, sera automatiquement appliquée en cas d'absence ou de une heure de retard à une réunion de chantier dûment convoqué.

b) Pénalités liées à la justification des prix de travaux modificatifs

Une pénalité journalière égale à 100 Euros HT sera appliquée en cas de retard dans la production de justifications de prix d'ouvrages non prévus, lorsqu'un délai supérieur à 15 jours à compter de la demande formulée par le Maître d'oeuvre sera constaté.

c) Retard dans la libération des terrains et (ou) emplacements mis à la disposition des entreprises par le Maître de l'ouvrage, et (ou) des emprises de chantier :

d) Non respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier

- pour c) et d) pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 100 Euros HT

e) Dépôt de matériel, matériaux, terre, gravois etc. en dehors des zones prescrites

- pour chaque infraction constatée et par jour calendaire 150 Euros HT

f) Retard dans la remise ou la diffusion des documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc.)

g) Retard dans la production des échantillons et (ou) prototypes

h) Retard dans le nettoyage du chantier

i) Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier

- pour f) g) h) et i) pour chaque infraction et par jour calendaire : 100 Euros HT

CUMUL DES PENALITES : toutes les pénalités sont cumulables.

4.3.4. RETENUES

Retenues pour retard dans la réalisation des tâches

Des retenues journalières calculées selon les indications de l'article 20 du CCAG pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement ou l'achèvement d'une tâche ; ces retenues pourront être annulées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux d'un autre lot ; dans le cas contraire, même si le retard ne se répercute pas en fin de tâche, elles pourront être transformées en pénalités.

4.4. DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

En application de l'article 40 du C.C.A.G., tous les documents devront être annexés aux mémoires définitifs partiels pour les lots traités à prix unitaires de bordereau comme mentionné à l'article 3.6.1, ci-avant.

Lots concernés : Lot n°01 – Maçonnerie Pierre de Taille
 Lot n°02 – Electricité
 Lot n°03 - Serrurerie - Miroiterie
 Lot n° 04 - Menuiserie

5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie est égale à 5% du montant du marché.

Elle peut-être remplacée pendant toute la durée du marché par :

- . une garantie à première demande
- ou
- . une caution personnelle et solidaire.

La non constitution de la garantie à première demande ou la caution personnelle entraîne l'application de la retenue de garantie.

5.2. AVANCE

Pour les lots dont le montant initial en prix de base est supérieur à 50 000,00 € HT, une avance est versée à l'entrepreneur, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Son montant en prix de base est égal:

- pour les lots dont le délai d'exécution, tel qu'il est indiqué au calendrier d'exécution, ne dépasse pas un an, à cinq pour cent (5%) du montant initial du marché en prix de base.
- pour les lots dont le délai d'exécution, tel qu'il est indiqué au calendrier d'exécution dépasse un an, au produit par 12/N de cinq pour cent (5%) du montant initial du marché en prix de base, N étant le délai d'exécution exprimé en mois.

Le mandatement de l'avance intervient sans formalité dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir le délai d'exécution.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des travaux et des approvisionnements existant sur le chantier qui figure à un décompte mensuel, atteint ou dépasse soixante cinq pour cent (65%) du montant initial du marché. Ce remboursement doit

être terminé lorsque ledit montant a atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le Code des Marchés Publics pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance dont le montant doit être au plus égal à 5% du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

6. PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1. PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

La période de préparation est fixée à 30 jours.

Pendant cette période, l'entrepreneur devra fournir le calendrier d'exécution détaillé proposé devant s'inscrire dans le calendrier prévisionnel d'exécution contractuel ainsi que les plans de calepinages.

7.2. GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN ENTREPRENEUR

La garde des ouvrages de l'entrepreneur défaillant est assurée par l'entrepreneur titulaire du marché dont le montant est le plus important et, en cas de défaillance de celui-ci par l'entreprise dont le montant du marché arrive en seconde position et ainsi de suite.

7.3. MESURES PARTICULIERES CONCERNANT L'HYGIENE ET LA SECURITE

7.3.1. DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'HYGIENE ET LA SECURITE

Se reporter à l'article 1.7

7.3.2. MESURES DE SECURITE SUR L'EDIFICE

L'entrepreneur est formellement tenu de recueillir auprès du responsable de l'édifice les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

7.3.3. PERMIS DE FEU

Chaque fois qu'il doit travailler sur un point chaud, l'entrepreneur est tenu de demander un permis de feu à l'architecte maître d'œuvre (se reporter au C.C.T.P. « Prescriptions communes à tous les lots »)

8. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1. ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES

Les essais et contrôles des ouvrages, lorsqu'ils sont définis dans le marché, sont à la charge de l'entrepreneur.

Par dérogation au 2^{ème} alinéa de l'article 38 du C.C.A.G., si le maître d'œuvre, avec l'accord du Maître de l'ouvrage, prescrit pour les ouvrages des essais ou contrôles autres que ceux prescrits dans le présent marché, sont à la charge du maître de l'ouvrage si les résultats se révèlent favorables à l'entreprise et à la charge de l'entreprise dans le cas contraire.

8.2. RECEPTION

Chaque titulaire d'un marché est tenu d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et l'architecte maître d'œuvre de la date à laquelle sont ou seront achevés ses travaux.

La réception de chacune des tranches est prononcée sous réserve de l'exécution des épreuves prévues dans les documents techniques contractuels.

En application des articles 41 à 42 du C.C.A.G. la réception des travaux aura lieu après achèvement de chacune des tranches. Elle prendra effet à la date de cet achèvement.

8.3. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à douze (12) mois.

8.4. ASSURANCES

Pour tous les lots, l'entrepreneur doit être titulaire d'une garantie spéciale couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2270 du Code Civil pour les ouvrages qui, du fait de leurs caractéristiques archéologiques ou historiques, ne répondent aux normes, D.T.U. et règles de calculs. Il en sera de même pour les ouvrages mettant en oeuvre des matériaux de récupération fournis ou non par l'entreprise.

8.5. AFFILIATION A UN ORGANISME D'APPRENTISSAGE

Conformément à l'arrêté du 24 février 1944, l'entrepreneur titulaire d'un marché de travaux de taille de pierre est tenu de s'affilier à un organisme d'apprentissage préparant, sous le contrôle de l'Etat, des tailleurs de pierre spécialistes pour les travaux à effectuer dans les Monuments Historiques.

8.6. RESILIATION DU MARCHE

Conformément à l'article 46.1.2 du C.C.A.G., les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire:

"Le jugement instituant redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur."

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative, ou en cas d'absence de reprise dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

9. NANTISSEMENT

9.1. DISPOSITIONS GENERALES

Le marché pourra être mis en nantissement suivant les prescriptions des articles 106 à 110 du Code des Marchés Publics.

10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations apportées aux documents généraux et normes françaises homologuées sont explicitées dans les articles désignées ci-après du C.C.A.P. et du C.C.T.G. :

10.1. DEROGATIONS AU C.C.A.G

- . dérogation à l'article 1 du C.C.A.G. résultant de l'article 10.1. du C.C.A.P
- . dérogation à l'article 4 du C.C.A.G. résultant des articles 2.1 et 2.2 du C.C.A.P.
- . dérogation à l'article 13.1.1 du C.C.A.G. résultant de l'article 3.6.1 du C.C.A.P.
- . dérogation à l'article 11.3 du C.C.A.G. résultant de l'article 3.6.3 du C.C.A.P.
- . dérogation à l'article 20 du C.C.A.G. résultant des articles 4 du C.C.A.P.
- . dérogation à l'article 38 du C.C.A.G. résultant de l'article 8.1 du C.C.A.P.

10.2. DEROGATIONS AU C.C.T.G. (AUX DISPOSITIONS DES D.T.U.) PAR:

Les fascicules techniques et modes de métré établis par le Ministère de la Culture et de la Communication, Direction du Patrimoine, relatif:

- . aux ouvrages de maçonnerie (juin 2006)
- . aux ouvrages de pierre de taille (février 2003)
- . aux ouvrages de couverture (mai 1998)

Fait à le
l'architecte en chef soussigné,

Régis MARTIN

Vu par le Maître de l'Ouvrage,
A ,le

Lu et accepté ,
Le
L'entrepreneur,

FIN DE DOCUMENT